

CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE FABRICATION DE PRODUITS SOUS MARQUE DE DISTRIBUTEUR, SOUS MARQUE PREMIER PRIX ET SOUS LES MARQUES TELEFUNKEN ET HITACHI 2023

1. Application des conditions générales de vente et de fabrication – Opposabilité

Les présentes Conditions Générales de vente et de fabrication de produits sous marque de distributeur et sous marque premier prix (ci-après dénommées « **Conditions Générales de Vente et de Fabrication** ») s'appliquent à toutes les commandes de produits sous marque de distributeur et sous marque premier prix passées auprès de la société **Vestel France** (ci-après dénommée « **Vestel France** ») par ses Clients (ci-après dénommés le / les « **Client(s)** »), pour une livraison en France Métropolitaine (y compris les livraisons effectuées auprès des transitaires en douane situés en France Métropolitaine, en vue d'une livraison dans les DROM-COM), ainsi que pour une livraison effectuée auprès des transitaires en douane situés en Turquie en vue d'une livraison dans les DROM-COM et ce, notwithstanding toute clause ou condition contraire, contrat de référencement et/ou contrat de groupement et/ou d'enseigne émanant du **Client**.

Il est précisé que **Vestel France** pourra allouer à titre exclusif aux **Clients** une marque lui appartenant qui sera apposée sur les produits.

Il est précisé que les présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication sont également applicables aux commandes de produits commercialisés sous les marques Telefunken et Hitachi.

Les Conditions Générales de Vente et de Fabrication sont systématiquement adressées ou remises à chaque **Client**, qui est censé en avoir pris connaissance et en avoir accepté toutes les clauses. Dans le cas de groupements coopératifs ou franchisés fédérant des adhérents indépendants affiliés ou, de manière plus générale, en cas de mandat de négociation confié au **Client**, les présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication seront adressées à la centrale du groupement qui s'engage à les porter à la connaissance de l'ensemble de ses affiliés et/ou mandants auxquels elles seront dès lors opposables.

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du **Client** à ces Conditions Générales de Vente et de Fabrication qui constituent le socle unique de la négociation commerciale, conformément aux dispositions de l'article L.441-1, III du Code de commerce.

Toute condition contraire et, notamment, toutes conditions générales ou particulières émanant du **Client**, y compris ses éventuelles conditions d'achat et ses bons de commande, sont en conséquence inopposables à **Vestel France**, sauf acceptation préalable et écrite de cette dernière. En toute hypothèse, toute modification ou complément éventuel aux termes des présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication, accepté par **Vestel France**, devrait être formalisé dans un contrat de vente et de fabrication de produits sous marque de distributeurs ou sous marque premier prix. En tout état de cause, **Vestel France** ne pourra être soumise à des obligations créant un déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties contraire à l'article L. 442-1, I, 2° du Code de commerce. Tout avantage consenti au **Client** au titre de conditions particulières de vente devra faire l'objet d'une contrepartie « *équilibrée* » conformément à l'article L. 442-1, I, 1° du Code de commerce.

Le fait pour **Vestel France** de ne pas se prévaloir, à un moment donné, de l'une quelconque des présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication ne peut être interprété par le **Client** comme valant renonciation par **Vestel France** à s'en prévaloir ultérieurement.

Les présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication sont modifiables à tout moment, étant entendu que toute éventuelle modification sera notifiée au **Client** et qu'elle prendra effet un (1) mois après réception de la notification.

2. Commandes

Les commandes doivent être adressées à **Vestel France** par courrier, courrier électronique, transmission électronique (EDI) ou tout autre moyen choisi par le **Client** préalablement accepté par **Vestel France**.

Les commandes adressées à **Vestel France** ne deviennent définitives qu'après acceptation écrite de celles-ci par **Vestel France**.

Aucune commande adressée à **Vestel France** ne pourra être modifiée ou annulée sans l'accord préalable et écrit de **Vestel France**. En tout état de cause, toute demande de modification ou d'annulation devra être adressée à **Vestel France** au plus tard huit jours après réception par **Vestel France** de la commande.

Seules les commandes d'un montant minimum de 5 000 euros HT seront prises en compte par **Vestel France**.

Vestel France se réserve le droit de refuser les commandes en cas de manquement du **Client** à l'une quelconque de ses obligations et, plus généralement, de refuser toute commande présentant un caractère anormal pour quelque raison que ce soit ou passée de mauvaise foi ou dont l'effet serait de contrevenir aux présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication. Il en ira notamment ainsi en cas de passation de commandes à l'évidence excessives compte tenu du volume de commandes habituel du **Client**. Il s'agit en effet, en pareil cas, pour **Vestel France**, d'éviter les fluctuations de production et de garantir la régularité de ses flux logistiques. De même, des commandes répétées, à des dates rapprochées, portant sur des produits en rupture de stock seront considérées comme étant passées de mauvaise foi.

Vestel France se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux produits pour se conformer aux exigences légales en vigueur ou améliorer la performance des produits et ce, sans obligation de modifier les produits précédemment livrés ou en cours de commande et sans que les gravures, descriptions et renseignements figurant à titre de publicité sur les documents commerciaux de **Vestel France** puissent lui être opposés.

Certains produits peuvent connaître une rupture momentanée. Dans ce cas, **Vestel France** informera au plus tôt les **Clients** de la date de fin de rupture et leur proposera des produits de substitution dans la mesure du possible. Si la totalité de la commande ne peut être honorée par suite d'une rupture partielle ou totale de produits, pour laquelle le **Client** a été informé, cela ne saurait justifier une annulation de commande ni donner lieu à des pénalités ou indemnités. Par ailleurs, dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires réalisé par **Vestel France** avec le **Client** au cours de l'année apparaîtrait inférieur à celui qui aurait pu être réalisé en l'absence d'une telle rupture, le **Client** ne pourra pas exiger de **Vestel France** une indemnisation à due concurrence de la perte alléguée par le **Client** en raison (i) de l'absence d'atteinte d'un éventuel palier de chiffre d'affaires donnant droit à ristourne ou (ii) du fait que l'assiette de calcul des ristournes a été réduite.

Vestel France se réserve le droit, même en cours d'exécution de commande, d'exiger une garantie pour la bonne exécution des engagements, tout refus autorisant l'annulation de tout ou partie des commandes passées.

Vestel France s'engage à fournir des produits (en ce compris leur conditionnement) conformes au cahier des charges qui aura été préalablement établi d'un commun accord. En cas de modification du cahier des charges par le **Client**, **Vestel France** devra pouvoir écouler les stocks de produits et, le cas échéant, d'emballages conformes au précédent cahier des charges avant de livrer au **Client** des produits conformes au nouveau cahier des charges.

3. Livraison

Sauf accord particulier, la livraison est effectuée selon l'incoterm 2020 choisi, à l'adresse mentionnée par le **Client** dans la commande. Le délai minimum de livraison est de J + 10 semaines et peut être supérieur en fonction des produits commandés.

Les rendez-vous de réception des produits confirmés par le **Client** ne peuvent pas être modifiés moins de huit (8) semaines avant la date de livraison prévue pour les produits des familles TV / STB / EVC / Moniteurs / Affichage dynamique et moins de dix (10) semaines pour les produits des familles GEM / MEM / PEM.

Vestel France est autorisée à procéder à des livraisons de façon globale ou partielle, sans qu'elles ne puissent donner lieu à des pénalités de quelque nature qu'elles soient.

Les livraisons ne sont opérées qu'en fonction des disponibilités des transporteurs, des possibilités d'approvisionnement et de l'ordre d'arrivée des commandes.

Vestel France s'engage à respecter les délais de livraison communiqués au **Client**. Dans l'hypothèse où un litige relatif à la livraison des produits interviendrait, **Vestel France** et le **Client** s'engagent à se rencontrer afin de résoudre ensemble ce litige d'une manière équilibrée pour les deux parties. En tout état de cause et conformément à l'article 15, tout retard de livraison ne pourra donner lieu qu'à la seule indemnisation du préjudice réellement subi et préalablement démontré par le **Client**, à l'exclusion de toute pénalité forfaitaire. De plus, les éventuels retards de livraison n'autorisent pas le **Client** à annuler les commandes en cours, retenir ses paiements ou refuser la livraison et ce, nonobstant toute clause contraire figurant dans les éventuelles conditions générales d'achat du **Client**. En particulier, un retard de livraison de quelques heures qui aboutirait à ce que la livraison ait bien lieu le jour convenu ne saurait ainsi justifier un refus ou un retour des produits de la part du **Client** et ce, conformément aux Lignes directrices en matière de pénalités logistiques de la DGCCRF du 11 juillet 2022.

Les délais de livraison éventuellement acceptés par **Vestel France** sont de plein droit suspendus par tout événement indépendant du contrôle de **Vestel France** et ayant pour conséquence de retarder la livraison, et notamment en cas de force majeure, telle que définie sous l'article « *Force majeure* » ci-après.

Toute modification de commande intervenant en cours d'exécution, même si elle est acceptée par **Vestel France**, entraîne une prolongation du délai de livraison prévu selon les modalités communiquées par **Vestel France** au **Client**.

En cas d'absence de prise de livraison par le **Client**, non dûment justifiée, ou de retard dans la prise en charge des produits, le **Client** en supportera tous les risques et devra quoi qu'il en soit, régler le prix de la commande. En outre, **Vestel France** sera en droit de mettre les produits en entrepôt aux frais du **Client** et de lui réclamer le remboursement des frais de transport, d'entreposage, des surestaries (frais de détention des conteneurs) étant précisé que **Vestel France** sera en droit de résoudre le contrat de vente et de procéder à la revente des produits et ce, sans préjudice du versement à **Vestel France** de dommages et intérêts pour le préjudice qu'elle pourrait subir.

Les modes d'approvisionnement des produits convenus entre le **Client** et **Vestel France** ne pourront évoluer au cours de l'année, sauf accord préalable et écrit de **Vestel France**.

4. Réception

Il est de la seule responsabilité du **Client** qui réceptionne les produits de vérifier si le contrat de transport a été correctement exécuté et, dans la négative, de prendre toutes les mesures appropriées pour conserver le recours contre le voiturier. S'il manque des colis ou si des colis arrivent endommagés ou pour tout autre motif, il doit :

1 - Établir immédiatement et de façon certaine, sur le bordereau de transport, la nature et l'importance du dommage constaté au moment de la réception,

2 - Confirmer au transporteur, au plus tard dans les trois (3) jours, non compris les jours fériés, qui suivent la réception des articles transportés, la protestation motivée par lettre recommandée exigée à peine de forclusion par l'Article L.133-3 du Code de Commerce.

Ces deux conditions sont l'une et l'autre absolument nécessaires à la mise en œuvre de la responsabilité du transporteur. En cas de non-respect de cette procédure, les éventuels dommages causés par le transporteur demeureront à la charge du seul **Client**.

Sans préjudice des dispositions à prendre vis-à-vis du transporteur, les réclamations portant sur les défauts apparents doivent être à peine de forclusion formulées par écrit et notifiées, à **Vestel France**, dans les huit (8) jours de la livraison des produits. **Vestel France** se réserve le droit de refuser de tenir compte des réclamations qui lui parviendraient après ce délai.

Il appartient au **Client** de fournir tous les justificatifs quant à la réalité de la non-conformité apparente des produits ou des manquants constatés. **Vestel France** se réserve le droit de procéder, directement ou indirectement, à toute constatation et vérification.

Lorsqu'après contrôle par **Vestel France**, une non-conformité apparente des produits ou un manquant est effectivement constaté par **Vestel France**, les produits ne pourront être retournés qu'après accord de **Vestel France**, dans les conditions prévues à l'article 5 « *Retours* ».

Les réclamations effectuées par le **Client** ne suspendent pas le paiement des produits par le **Client**.

5. Retours

Tout retour de produit doit faire l'objet d'un accord écrit préalable entre **Vestel France** et le **Client**. Tout produit retourné sans cet accord sera refusé et retourné au **Client** aux frais de ce dernier, et ne pourra donner lieu à l'établissement d'un avoir.

Dans le cas d'un accord, les frais de port sont toujours à la charge du **Client** et les produits retournés voyageront aux risques et périls du **Client**.

6. Prix

Les produits seront facturés selon les prix convenus entre les Parties.

Le prix des produits est celui en vigueur au moment de la livraison, au cours de la période de livraison convenue.

Ces prix s'entendent nets, hors taxes, franco de port selon l'incoterm 2020 choisi.

Vestel France étant soumise à de fortes fluctuations de prix pour ses produits en raison notamment de l'instabilité monétaire et des variations du prix des matières premières, du transport et de l'énergie, des changements de prix interviendront en cours d'année. Il est ainsi d'ores et déjà précisé que les prix communiqués par **Vestel France** ne seront valables que pour une période de livraison de quatre mois maximum.

Vestel France préviendra le **Client** de ce changement de prix, par courrier recommandé avec accusé de réception, par courriel, ou par tout autre moyen de communication au minimum quatre (4) semaines avant la fin de la période de quatre mois et la mise en application des nouveaux prix.

Par exception et dans l'hypothèse de hausses exceptionnelles des coûts de fabrication et de commercialisation des produits : hausse du cours des matières premières utilisées dans la fabrication des produits, du coût des intrants, du coût de la main d'œuvre, des coûts de transport des produits ou encore du coût des emballages ou de l'énergie mais également dans l'hypothèse de toutes modifications décidées par le législateur et susceptibles d'impacter les coûts de production de **Vestel France** et dans l'hypothèse d'une forte évolution des parités monétaires, **Vestel France** préviendra le **Client** de ce changement de prix, par courrier recommandé avec accusé de réception par courriel, ou par tout autre moyen de communication, deux (2) semaines avant la fin de la période de quatre mois et la mise en application des nouveaux prix, à charge pour **Vestel France** de justifier de cette hausse exceptionnelle des coûts de fabrication et/ou de commercialisation sur la base d'éléments objectifs qu'elle portera à la connaissance du **Client**.

Tout **Client** qui passe commande pour une livraison intervenant après l'entrée en vigueur des nouveaux prix est réputé avoir accepté ces derniers qui prévaudront sur toute information éventuellement divergente qui pourrait figurer dans la commande.

Il est précisé que le **Client** qui a passé une commande avant la notification des nouveaux prix et dont la livraison doit intervenir après l'entrée en vigueur des nouveaux prix pourra annuler sa commande.

En tout état de cause, en cas de refus du **Client** d'appliquer tout ou partie des nouveaux prix pour lesquels une justification a été apportée par **Vestel France**, cette dernière se réserve le droit de ne pas donner suite aux commandes de produits concernés par les nouveaux tarifs.

Les prix et renseignements figurant dans les documents promotionnels, catalogues et prospectus qui pourraient être émis par **Vestel France** sont donnés à titre purement indicatif ; seules prévalent les conditions tarifaires en vigueur au jour de la livraison au cours de la période de livraison convenue.

7. Paiement

Sauf convention contraire, le délai de règlement des factures est le suivant : 30 jours nets date de facture.

Les factures sont payables par virement interbancaire.

Seul le règlement à l'échéance convenue est libératoire.

Aucun escompte ne sera accordé en cas de paiement anticipé.

Toute inexécution par le **Client**, totale ou partielle, de ses obligations de paiement ou tout retard, entrainera :

- L'application de pénalités de retard au taux appliqué par la Banque centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de dix (10) points.
- Une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement prévue par l'article L.441-10 du Code de commerce. Il est précisé que cette indemnité forfaitaire n'est pas limitative du montant des autres frais qui pourraient être engagés par notre société aux fins de recouvrement de ses factures.
- Le droit pour **Vestel France** de suspendre toutes les commandes en cours et de refuser toute nouvelle commande, sans préjudice de toute autre voie de droit.
- La possibilité pour **Vestel France**, quarante-huit (48) heures après une mise en demeure restée infructueuse, de procéder de plein droit à la résolution de la vente concernée par le défaut de paiement et de demander, en référé, la restitution des produits, sans préjudice de tous autres dommages-intérêts.
- L'exigibilité immédiate de la totalité des sommes dues par le **Client** à quelque titre que ce soit.
- Si **Vestel France** est mise dans l'obligation de s'adresser à un mandataire (avocat, huissier, etc.) pour obtenir le règlement des sommes dues, il est expressément convenu à titre de clause pénale stipulée forfaitairement et de plein droit, et non réductible, l'application d'une majoration calculée au taux de 10 % du montant des sommes dues par le **Client** et ce, sans préjudice des intérêts de retard et dommages et intérêts éventuels.

Les intérêts commenceront à courir à compter de la date de paiement figurant sur la facture et continueront à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues à **Vestel France**. Tout mois commencé sera intégralement dû.

En aucun cas, les paiements ne peuvent être suspendus ni faire l'objet d'une quelconque compensation à la seule initiative du **Client** sans l'accord écrit et préalable de **Vestel France**, notamment, en cas d'allégation par le **Client** d'un retard de livraison ou de non-conformité des produits livrés et ce, quelles que soient les dispositions éventuellement contraires pouvant figurer dans les conditions d'achat du **Client**. Toute compensation non autorisée par **Vestel France** sera assimilée à un défaut de paiement autorisant dès lors **Vestel France** à refuser toute nouvelle commande de produits et à suspendre immédiatement les livraisons en cours après en avoir informé le **Client**.

En cas d'insolvabilité notoire, de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, **Vestel France** pourra sous réserve des dispositions légales impératives:

- procéder de plein droit et sans autre formalité, à la reprise des produits correspondant à la commande en cause et éventuellement aux commandes impayées antérieures que leur paiement soit échu ou non ;
- résilier de plein droit la / les commande(s) en cours en totalité sur simple avis donné au **Client** par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans autre formalité et sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits.

Toute détérioration du crédit du **Client** pourra, à tout moment, justifier en fonction des risques encourus, la fixation d'un plafond en découvert éventuellement autorisé du **Client**, l'exigence de certains délais de paiement, le retrait de conditions particulières octroyées, l'exigence de garanties ou un règlement comptant ou par traite payable à vue, avant l'exécution des commandes reçues. Ce sera notamment le cas si une cession, location-gérance, mise en nantissement ou un apport de son fonds de commerce ou de certains de ses éléments, ou encore un changement de contrôle ou de structure de sa société ou dans la personne de son dirigeant, est susceptible de produire un effet défavorable sur le crédit du **Client**.

Par application de l'article L.622-7 du Code de commerce et de convention expresse, en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de mise en redressement ou mise en liquidation judiciaire du **Client**, le montant non encore payé des factures qu'il aurait pu émettre au titre des prestations effectuées au profit de **Vestel France** et celui des réductions de prix éventuellement dues, se compensera avec les sommes qu'il resterait devoir à **Vestel France**, celles-ci devenant immédiatement exigibles.

Par dérogation à l'article « *Contestations commerciales* », toute réclamation du **Client** relative aux factures devra être adressée, par écrit, au service facturation dans le mois suivant l'émission de la facture. A défaut, aucune réclamation ne sera plus admise par **Vestel France**.

Aucune dématérialisation des factures de **Vestel France** ne saurait être exigée par le **Client** sans accord préalable et écrit de **Vestel France**, ce moyennant le respect d'un délai raisonnable. En toute hypothèse, cette dématérialisation ne saurait ouvrir droit à l'octroi d'un avantage tarifaire au profit du **Client**.

8. Transfert des risques

Le transfert des risques sur les produits s'effectuera conformément à la règle Incoterm 2020 choisie.

9. Réductions de prix

Vestel France est susceptible d'accorder des réductions de prix à ses **Clients**, en fonction des contreparties qui lui seront offertes.

9.1 - Base de calcul des réductions de prix :

Les remises s'appliquent sur le prix net HT des produits.

S'agissant des ristournes, seul sera retenu le chiffre d'affaires net de tous droits (dont la contribution Citeo et DEEE) et taxes, qui constituera ainsi la base ristournable, ce chiffre d'affaires étant celui réalisé par **Vestel France** - facturé- entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année et effectivement encaissé.

9.2 - Conditions d'attribution des ristournes :

Les réductions de prix soumises à la réalisation de conditions ne sont acquises définitivement que si la totalité des conditions de leur attribution a été remplie par le **Client**. Dans l'hypothèse où les conditions auxquelles est subordonné l'octroi des réductions de prix ne seraient pas remplies, **Vestel France** serait bien entendu en droit d'exiger la restitution des sommes payées par anticipation. La mention sur facture, à titre d'avance sur ristourne, de certaines réductions de prix différées ne remet pas en cause les dispositions qui précèdent.

9.3 - Conditions de versement des ristournes :

Les ristournes sont réglées selon des modalités à définir avec **Vestel France** et que sous la condition du parfait paiement de toutes les factures afférentes aux produits commandés au cours de l'exercice.

10. Réserve de propriété

Il est expressément convenu que les produits vendus demeurent la propriété de **Vestel France** jusqu'au paiement intégral des factures, conformément aux articles 2367 à 2372 du Code civil. Ne constitue pas un paiement au sens de la présente clause, la remise d'une traite, d'un chèque bancaire ou postal ou de tout titre créant une obligation de payer. Le paiement ne pourra être considéré effectué que lors de l'encaissement effectif du prix par **Vestel France**.

Si les produits, objet de la réserve de propriété, ont été revendus par le **Client**, la créance de **Vestel France** sera automatiquement transportée sur la créance du prix des produits ainsi vendus par le **Client**. Le **Client** cède dès à présent à **Vestel France** toutes créances qui naîtraient de la vente des produits impayés sous réserve de propriété.

Les frais engagés par **Vestel France** au titre de la présente clause de réserve de propriété seront pris en charge par le **Client** qui l'accepte.

En cas de sauvegarde de justice, de redressement ou de liquidation judiciaire du **Client**, les produits pourront être revendiqués, conformément aux dispositions légales et /ou réglementaires en vigueur. En cas de revendication des marchandises, pour non paiement partiel ou total, les produits en stock seront réputés correspondre aux créances impayées. Conformément aux articles L.624-9 et L.624-16 du Code de commerce, nonobstant toute clause contraire, la présente clause de réserve de propriété est opposable au **Client**. **Vestel France** est d'ores et déjà autorisée par le **Client** qui accepte, à faire dresser un inventaire et/ou mettre sous séquestre les produits impayés détenus par lui.

Tous acomptes antérieurement payés resteront acquis, dans leur totalité, à **Vestel France** à titre de clause pénale.

Jusqu'au complet paiement, le **Client** s'interdit de conférer un nantissement ou un gage sur les produits vendus sous réserve de propriété, ou de les utiliser à titre de garantie. Le **Client** s'oblige à informer tout tiers, notamment en cas de saisie, du fait que les produits sous clause de réserve de propriété appartiennent à **Vestel France**, et à informer **Vestel France** immédiatement de toute saisie ou opération similaire.

11. Garantie – Responsabilité - Responsabilité élargie du producteur – Retrait-rappel

Les produits commercialisés par **Vestel France** sont conformes aux spécifications requises et à la législation et/ou réglementation et/ou normes en vigueur et sont garantis contre tous vices de fabrication.

La période prévisible de disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation des produits fabriqués par **Vestel France** est la suivante :

Réfrigérateurs = 10 ans

Lave-vaisselle = 11 ans

Sèche-linge = 10 ans

Lave-linge = 11 ans

Lavante séchante = 10 ans

FMO = 7 ans

Appareil de Cuisson = 10 ans

Téléviseurs : dalle = 2 ans, pièces fonctionnelles 7 ans, cette durée est étendue à 10 ans pour les pièces détachées détaillées dans le règlement UE n°2019/2021

EVC = 5 ans

Moniteurs- Affichage dynamique = 5 ans

Boitiers décodeurs = 5 ans

Les réclamations portant sur les défauts apparents doivent être portées à la connaissance de **Vestel France** par le **Client** dans les conditions prévues à l'article 4 « Réception ».

Les réclamations portant sur les vices cachés doivent être portées à la connaissance de **Vestel France** par le **Client** dans un délai de vingt (20) jours à compter de la découverte du vice caché. Il est précisé que le vice caché s'entend d'un défaut de réalisation du produit le rendant impropre à son usage et non susceptible d'être décelé par le **Client** avant son utilisation.

Il appartiendra au **Client** de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou non-conformités constatés.

L'introduction d'une réclamation, quelle qu'en soit la cause, et même si elle est faite dans le délai prescrit ne peut permettre au **Client** de retarder le paiement d'une somme arrivée à échéance normale.

En cas de vice ou de non-conformité des produits vendus, **Vestel France** procédera, selon son choix, soit à la réparation du produit, soit au remplacement du produit, soit à son remboursement. Il est précisé que le **Client** doit adresser à **Vestel France** les pièces défectueuses. A défaut, **Vestel France** se réserve le droit de facturer au **Client** les pièces de remplacement.

Il est expressément convenu que **Vestel France** ne procédera ni à la réparation, ni au remplacement, ni au remboursement des produits lorsque :

- les produits vendus ont été déchargés ou entreposés dans des conditions anormales ou incompatibles avec leur nature.
- les produits ont été stockés pendant une durée excessive compte tenu de l'évolution régulière des normes, dispositions légales et/ou réglementaires applicables aux produits.
- les produits ont été utilisés de manière inappropriée ou non conforme à sa destination prévue par **Vestel France**.

- les produits ont fait l'objet d'un montage ou d'une mise en service défectueux, ou d'une erreur ou d'une négligence dans la manipulation sans l'autorisation préalable et la supervision de **Vestel France**.
- les produits ont fait l'objet d'une modification ou d'une réparation unilatérale sans l'autorisation préalable et la supervision de **Vestel France**.
- les produits ont fait l'objet d'une fondation inappropriée, d'une influence chimique, électrochimique ou électrique non imputable à **Vestel France**.
- les produits ont fait l'objet d'une usure naturelle.

En toute hypothèse, **Vestel France** n'aura à réparer aucun dommage indirect ou immatériel, coûts et pertes de quelque nature que ce soit tels que, sans que cette liste soit limitative, pertes de profits, pertes de revenus, pertes de clientèle, etc.

Conformément à l'article R.541-173 du Code de l'environnement, les identifiants uniques attribués à **Vestel France** par l'ADEME sont les suivants :

Filière Papiers graphiques CITEO : *FR001583_03AFPP*

Filière Piles et Accumulateurs SCRELEC : *FR001583_06GIFM*

Filière Emballages CITEO : *FR001583_01JXSZ*

Filière EcoSystème : *FR001583_05SHPZ*

Le **Client** est tenu d'informer **Vestel France** dès la survenance ou dès la connaissance de toute suspicion ou détection d'une non-conformité d'un ou plusieurs produits, qui nécessiterait la mise en œuvre d'une procédure de retrait et/ou de rappel. Tout signalement devra être accompagné de tous les éléments qui pourraient démontrer la responsabilité de **Vestel France**. Le **Client** sera tenu de coopérer à toute procédure de retrait et/ou de rappel. Sauf ordre d'une autorité publique, en aucun cas le **Client** ne pourra prendre seul l'initiative d'une procédure de retrait et/ou de rappel, toute décision de retrait et/ou de rappel incombant à **Vestel France**.

Eu égard au droit de **Vestel France** de maîtriser son droit à l'image, le **Client** s'interdit toute communication non préalablement autorisée expressément par écrit, par quelque média que ce soit (télévisé, radiophonique, affichage...) utilisant le nom, la marque et/ou tout signe de **Vestel France** présentant celle-ci comme responsable de la cause du retrait, dès lors que la responsabilité de **Vestel France** n'aura pas été démontrée. **Vestel France** ne prendra en charge les frais générés par les opérations de retrait et/ou de rappel que si sa responsabilité est contradictoirement et définitivement établie par une juridiction, et sous réserve du respect des paragraphes précédents. Dans un tel cas, seuls les frais réellement engagés seront pris en charge, sur présentation des pièces justificatives correspondantes.

En cas de procédure de retrait et/ou de rappel engagée en violation des paragraphes précédents, ou au cas où la responsabilité de **Vestel France** ne serait pas avérée, le **Client** remboursera à **Vestel France** les frais qu'il aurait engagés, sans perte du droit à demander la réparation de tout préjudice, dans les conditions de droit commun.

12. Propriété intellectuelle

Le **Client** reconnaît que **Vestel France** est titulaire ou licenciée de tous les droits de propriété intellectuelle inhérents aux produits et à leur fabrication, en ce compris les marques dont l'éventuelle marque réservée au **Client**, les secrets de fabrique, savoir-faire, procédés, droits d'auteur, dessins, modèles, brevets, couleurs, logos, développements, conditionnements, packagings, codes-barres et présentations et, plus généralement, toutes les créations réalisées dans le cadre de l'exécution des commandes, même celles qui ne seraient pas protégées par un droit exclusif.

En conséquence, le **Client** s'engage à respecter ces droits et s'interdit de revendiquer quelque droit que ce soit sur ceux-ci, même dans le cas où il aurait contribué à les faire modifier ou améliorer.

Il s'interdit également de chercher à les imiter, les reproduire ou les faire imiter ou reproduire par des tiers, directement ou indirectement et ce, pendant toute la durée de leur protection.

Le **Client** informera **Vestel France**, par e-mail, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception, dès qu'il en aura connaissance, de toute action judiciaire intentée contre lui en matière de propriété intellectuelle concernant les produits de **Vestel France** et ne prendra aucune mesure sans en avoir au préalable référé à **Vestel France**. **Vestel France** sera seule en droit de diriger la procédure et de décider de toutes actions à initier ou à mettre en œuvre. Si le **Client** engage de quelconques frais concernant tous types de procédures pour lesquelles **Vestel France** pourrait être concernée et sur la base desquelles le **Client** pourrait se croire fondé à réclamer des dommages et intérêts, et sans s'être mis d'accord avec **Vestel France** préalablement, le **Client** supportera lesdits frais sans pouvoir réclamer aucun remboursement des sommes engagées.

Le **Client** qui aurait connaissance d'une contrefaçon d'un droit quelconque de propriété intellectuelle et à ce titre des marques détenues par **Vestel France** devra l'en informer immédiatement par e-mail confirmé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

13. Audits

Tout audit réclamé par le **Client** devra faire l'objet d'un accord préalable et écrit de **Vestel France** et devra être effectué selon des modalités à définir au préalable et d'un commun accord entre **Vestel France** et le **Client**.

En tout état de cause, le **Client** s'engage à avertir **Vestel France** quinze (15) jours ouvrés avant la date de l'audit souhaité. Les audits se dérouleront les jours ouvrés et aux heures ouvrables des usines situées en Turquie. Les audits sont réalisés aux frais exclusifs du **Client**. Une copie du rapport d'audit sera communiquée à **Vestel France** de manière contradictoire.

14. Stock

Vestel France établit des stocks (matières premières, emballages, produits finis...) afin d'honorer ses engagements et répondre aux besoins du **Client**.

En conséquence, en cas de cessation du contrat de vente et de fabrication, pour quelque cause que ce soit, **Vestel France** et le **Client** conviennent de ce qui suit :

- Soit l'éventuel stock résiduel (i) de matières premières spécifiques entrant dans la composition des produits, (ii) de produits et (iii) d'emballages portant la marque spécifiquement prévue pour l'exécution du contrat, sera racheté par le **Client** à la date de prise d'effet de la cessation du contrat de vente et de fabrication, étant précisé que les produits le seront à leur prix de vente et les matières premières précitées, ainsi que leurs emballages, à leur prix de revient rendus aux entrepôts du **Client**.

Aux fins d'acquisition des stocks résiduels, **Vestel France** adressera au **Client**, à sa demande, un relevé de stock des produits, des matières premières et des emballages concernés.

- Soit le contrat de vente et de fabrication se poursuivra pendant quatre mois à compter de la date prévue de cessation effective de celui-ci pour permettre l'écoulement des stocks (i) de matières premières spécifiques entrant dans la composition des produits, (ii) de produits et (iii) d'emballages.

Le **Client** devra informer **Vestel France** de son choix de l'une ou l'autre des options ci-dessus décrites (reprise des stocks ou poursuite du contrat de vente et de fabrication) au plus tard soixante jours avant la date effective de la cessation du contrat de vente et de fabrication par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut, le choix de l'une ou l'autre des options sera laissé à **Vestel France**.

15. Exclusion de toutes pénalités

Aucune pénalité prédéterminée, forfaitaire ou non, pour quelque motif que ce soit, ne sera acceptée par **Vestel France**, sauf accord préalable et écrit de sa part, et ce nonobstant toutes clauses ou dispositions contraires pouvant figurer dans des conditions d'achat, contrats de référencement, plan d'affaires annuel, conditions logistiques, accords particuliers, ou tout autre document émanant du **Client**.

En cas de manquement de **Vestel France** à l'une quelconque de ses obligations, il est rappelé que seul le préjudice réellement subi, préalablement démontré et évalué par le **Client** pourra ouvrir droit à réparation. A cet égard, le **Client** devra fournir à **Vestel France**, dans un délai de deux (2) mois à compter de son fait générateur, tout document attestant du préjudice réellement subi et laisser un laps de temps suffisant, en toute hypothèse supérieur ou égal à deux (2) mois, à **Vestel France** pour analyser ces documents et, le cas échéant, contester la demande de pénalité. A défaut d'accord entre les parties quant au manquement invoqué et au montant de l'indemnité réclamée, l'évaluation du préjudice subi interviendra à dire d'expert nommé par le Président du Tribunal de commerce territorialement compétent, à la requête de la partie la plus diligente.

S'agissant plus spécifiquement des pénalités logistiques et conformément à l'article L. 441-17 du Code de commerce et des Lignes directrices en matière de pénalités logistiques de la DGCCRF du 11 juillet 2022, aucune pénalité pour inexécution par **Vestel France** de ses engagements contractuels de nature logistique ne pourra être facturée à **Vestel France** si :

(i) Le **Client** n'a pas rapporté la preuve du manquement contractuel de nature logistique.

Le **Client** devra fournir à **Vestel France** tous documents permettant l'analyse contradictoire du manquement invoqué et notamment a minima les documents suivants : le numéro de commande concerné, les produits concernés, la quantité concernée par l'incident, la photocopie de la lettre de voiture datée et émargée, la photocopie du bon de livraison daté et émargé, la nature précise et circonstanciée de l'incident de livraison.

(ii) Le **Client** n'a pas rapporté la preuve de la rupture de stock des produits en linéaire et en entrepôt, ou, par dérogation de l'existence d'un préjudice.

Le **Client** devra fournir à **Vestel France** tous documents attestant du préjudice réellement subi.

- (iii) Le **Client** n'a pas tenu compte d'une marge d'erreur suffisante au regard des volumes de livraison appréciée sur une période supérieure à un (1) mois et suffisante s'il s'agit de produits caractérisés par une saisonnalité marquée ;

Il est ainsi précisé qu'aucune pénalité logistique ne sera acceptée par **Vestel France** si un taux mensuel de service équivalent à 85% est respecté par **Vestel France**. Les commandes ne respectant pas les dispositions de l'article 2 « *Commandes* » des Conditions Générales de Vente ainsi que celles expressément refusées par **Vestel France** ne pourront pas être prises en compte dans le calcul du taux de service.

- (iv) Les pénalités n'ont pas fait l'objet d'une procédure d'analyse contradictoire en amont de tout envoi de facture de pénalité intégrant un laps de temps suffisant pour permettre à **Vestel France** d'analyser la nature de l'incident revendiqué et la réalité du préjudice subi.

Toute demande de pénalité accompagnée des documents visés ci-dessus devra être ainsi adressée à **Vestel France** dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de son fait générateur. **Vestel France** disposera d'un délai de deux (2) mois pour analyser les documents adressés et informer le **Client** de son accord ou désaccord sur le manquement invoqué et le montant de la pénalité réclamée.

- (v) Les pénalités ne sont pas proportionnées au préjudice subi au regard du manquement contractuel.
- (vi) Les pénalités ne sont pas exprimées en pourcentage du prix d'achat des produits objets du manquement contractuel de nature logistique.

En tout état de cause, **Vestel France** ne sera tenue d'aucune pénalité en cas de force majeure telle que définie à l'article 18 mais également en cas de circonstances externes qui, bien que ne remplissant pas les conditions de la force majeure, perturberaient les livraisons qu'elle doit honorer à l'égard du **Client**, telles que notamment, sans que cette liste soit limitative celles définies à l'article 1.3 de la recommandation n°19-1 de la CEPC.

En particulier et conformément à l'article 3.1 de la recommandation n°20-1 de la CEPC, dans le cas où les autorités compétentes déclareraient un état d'urgence sur le territoire national conformément aux dispositions légales en vigueur, notamment un état d'urgence sanitaire par application des dispositions de l'article L.3131-12 du Code de la santé publique, **Vestel France** ne sera tenue, à l'égard du **Client**, d'aucune pénalité au cours de cette période mais également pendant un délai de trois (3) mois à compter de la fin dudit état d'urgence, afin de lui permettre de revenir à une situation normale d'approvisionnement.

Conformément à l'article L. 441-17 du Code de commerce, il est interdit de déduire d'office du montant de la facture établie par le fournisseur les pénalités ou rabais correspondant au non-respect d'un engagement contractuel. Ainsi, tout débit d'office, sous quelque forme que ce soit, de la part du **Client** en violation des présentes dispositions sera assimilé à un incident de paiement autorisant **Vestel France** à refuser toute nouvelle commande, stopper les livraisons correspondant à des commandes en cours et suspendre le paiement des ristournes et autres avantages financiers. **Vestel France** se réserve, en outre, le droit de déduire des ristournes ou des rémunérations de services dues, tout montant que le **Client** aurait déduit d'office.

Si **Vestel France** et le **Client** se mettent d'accord sur des pénalités, celles-ci devront faire l'objet d'une facture détaillée émise par le **Client** dont le délai de paiement ne pourra être inférieur à celui prévu pour le paiement des produits.

Le **Client** qui imposerait des pénalités logistiques ne respectant pas les dispositions de l'article L. 441-17 du Code de commerce serait susceptible de voir sa responsabilité engagée en application de l'article L. 442-1, I, 3° du Code de commerce.

16. Contestations commerciales

Toute contestation de la part du **Client** relative à l'ensemble de la relation commerciale avec **Vestel France**, et notamment au titre du paiement d'avantages financiers, de quelque nature qu'ils soient, concernant l'année n, devra être formulée au plus tard à l'expiration de l'année civile n+1. A défaut, et par dérogation expresse aux dispositions visées sous l'article L.110-4 du Code de Commerce, aucune réclamation ou contestation ne pourra plus être présentée et sera considérée, dès lors, comme étant prescrite et dès lors strictement irrecevable.

17. Confidentialité

Vestel France et le **Client** reconnaissent qu'ils pourront, dans le cadre de l'exécution de leurs relations commerciales, se voir confier des informations confidentielles de nature technique, commerciale, marketing, financière ou relatives à des éléments auxquels des droits de propriété intellectuelle sont attachés. Cette liste n'est toutefois pas limitative. Ces informations ne devront pas, d'une quelconque façon, être divulguées à des tiers. Ils garantissent la confidentialité des informations, de quelque nature

qu'elles soient, écrites ou orales, dont ils auront connaissance dans le cadre de l'exécution de leurs relations commerciales et s'interdisent de les communiquer aux personnes autres que celles qui ont qualité pour en connaître au titre de celles-ci, sous peine de devoir en réparer le préjudice subi.

18. Force majeure

Les obligations de **Vestel France** seront suspendues en totalité ou partie, de plein droit et sans formalité et sa responsabilité dérogée en cas de survenance d'un cas de force majeure entendu comme tout événement échappant à son contrôle qui ne pouvait raisonnablement être prévu lors de la conclusion du contrat de vente et de fabrication et/ou lors de la passation des commandes et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées et ce, conformément à l'article 1218 du Code civil.

Il est précisé que seront notamment considérés comme un cas de force majeure et ce, sans que **Vestel France** n'ait à établir qu'ils présentent les caractéristiques définies à l'article 1218 du Code civil, les événements suivants :

- Situations de guerre (déclarée ou non déclarée) quels que soient les pays qui sont parties au conflit ayant un impact direct ou indirect sur la fabrication ou la commercialisation des produits, guerre civile, émeute et révolution, émeutes, acte de piraterie ;
- Sabotage, réquisition, confiscation, nationalisation, embargo et expropriation ;
- Cataclysme naturel tel que violente tempête, cyclone, tremblement de terre, raz de marée, inondation, destruction par la foudre ;
- Epidémie ou pandémie, c'est-à-dire le développement et la propagation d'une maladie contagieuse sur le territoire national ou à l'international;
- Mesures prises par les autorités compétentes destinées à limiter la propagation d'une épidémie ou d'une pandémie dans le cadre d'une déclaration d'état d'urgence sanitaire en cas de catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population par application des articles L. 3131-12 et suivants du Code de la santé publique, dans le cadre d'une menace sanitaire grave (articles L. 3131-1 et suivants du Code de la santé publique) ou en-dehors de toute déclaration d'état d'urgence sanitaire, telles que notamment des mesures d'interdiction et/ou de restriction des déplacements à l'égard des personnes et des véhicules, de confinement des villes ou de certaines d'entre elles, de fermetures provisoires d'une ou plusieurs catégories d'établissement recevant du public (entreprises, commerces, etc.), de réglementation des conditions d'accès et de présence d'une ou plusieurs catégories d'établissement recevant du public, etc.
- Accident, notamment d'outillage, bris de machine, explosion, incendie, destruction de machines, d'usines et d'installations quelles qu'elles soient ;
- Interruption ou retard dans les transports, défaillance d'un transporteur quel qu'il soit, impossibilité d'être approvisionné pour quelque raison que ce soit ;
- Pénurie des matières premières, d'emballages ou de tout autre élément nécessaire à la production ou au conditionnement des produits, défaut de qualité ou mauvaise qualité des matières premières ;
- Défaillance d'un tiers ;
- Boycott, grève et lock out sous quelque forme que ce soit, grève du zèle, occupation d'usines et de locaux, arrêt de travail se produisant dans les entreprises de **Vestel France** ;
- Virus informatique et/ou cyberattaque ;
- Acte de l'autorité, qu'il soit licite ou illicite, arbitraire ou non.

En cas de survenance d'un cas de force majeure au sens du présent article, **Vestel France** en informera le **Client** dans les meilleurs délais par courriel confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception. Les obligations de **Vestel France** seront alors suspendues de plein droit pendant le temps où il se trouvera dans l'impossibilité de les exécuter en raison du cas de force majeure invoqué.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure se poursuivrait au-delà d'un délai de deux (2) mois après la notification par **Vestel France** au **Client** du cas de force majeure dans les conditions mentionnées ci-avant, le **Client** ou **Vestel France** pourra annuler la ou les commandes concernées.

19. Imprévision

Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat de vente et de fabrication rend l'exécution excessivement onéreuse pour **Vestel France** qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, **Vestel France** pourra demander une renégociation du contrat de vente et de fabrication au **Client**. Le contrat de vente et de fabrication sera suspendu pendant cette période de renégociation. Devront être joints à la demande de renégociation les éléments économiques justificatifs de cette demande.

Les parties devront alors renégocier le prix des produits, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la demande de renégociation. Cette renégociation devra être effectuée de bonne foi et dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale et du secret des affaires. Le **Client** ne pourra pas s'opposer à une demande justifiée de **Vestel France** aux fins de modification du prix des produits et ce afin de préserver l'équilibre économique de la relation commerciale.

A défaut d'accord dans le délai d'un (1) mois susvisé, les relations entre les parties se poursuivront dans les conditions fixées par le contrat de vente et de fabrication sauf si **Vestel France** souhaite y mettre un terme, totalement ou partiellement, sous réserve du respect d'un préavis d'une durée maximale de soixante (60) jours.

20. Données personnelles

Vestel France et le **Client** s'engagent, dans le cadre de la collecte et du traitement de données personnelles, à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et celles du règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016 « *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données* ».

Vestel France, responsable de traitement, met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour la gestion de ses relations avec ses clients, dont le **Client**, pour l'exécution du contrat de vente conclu avec ces derniers, la base légale du traitement étant l'exécution de la relation contractuelle ou précontractuelle existante entre **Vestel France** et le **Client** et, le cas échéant, le respect d'une obligation légale. Un traitement de données personnelles peut également être mis en œuvre à des fins statistiques et à des fins de prospection sur la base légale de l'intérêt légitime de **Vestel France**.

Les informations collectées dans ce cadre (par exemple les coordonnées des salariés et collaborateurs du **Client**) sont indispensables à ce traitement et sont destinées aux services concernés de **Vestel France** et, le cas échéant, à ses prestataires et/ou à ses sous-traitants lorsque ceci s'avère nécessaire pour l'accomplissement des prestations souhaitées par le **Client**. **Vestel France** s'assure que dans le cadre de l'exécution de leurs prestations, ses sous-traitants utilisent les données à caractère personnel du **Client** en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données personnelles. Par ailleurs, **Vestel France** peut être amenée à communiquer des données à caractère personnel du **Client** en vertu d'une obligation légale ou aux fins de règlements de conflits. Les données sont conservées pendant toute la durée des relations commerciales puis pendant cinq ans à compter de la fin de celles-ci.

Les salariés et collaborateurs du **Client** disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de leurs données personnelles, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition pour motifs légitimes au traitement des données, d'un droit de portabilité des données, d'un droit d'édiction de directives anticipées *post-mortem*, en adressant à **Vestel France** un courrier électronique à l'adresse patrick.cholet@pci-services.fr ou un courrier postal à l'adresse Vestel France, 17 rue de la couture, BP10190, 94563 Rungis Cedex accompagné d'une copie de leur pièce d'identité. Ils disposent également du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Le **Client** s'engage à informer ses salariés et collaborateurs dont les données personnelles sont susceptibles d'être transmises à **Vestel France** de la teneur du présent article afin qu'ils puissent exercer leurs droits.

21. Compétence – Contestation

L'ensemble des relations contractuelles entre **Vestel France** et le **Client** issu de l'application des présentes Conditions Générales de Vente et de Fabrication, et les éventuels accords particuliers qui pourraient être conclus, et tous les litiges en découlant, quelle qu'en soit la nature, seront soumis à tous égards au droit français.

Les parties conviennent de faire leur possible pour résoudre à l'amiable les désaccords susceptibles de résulter de l'interprétation, l'exécution ou la cessation des relations commerciales entre **Vestel France** et le **Client**.

Tout litige ayant son origine dans l'exécution des relations contractuelles établies entre **Vestel France** et le **Client**, ainsi que les actes qui en seront la conséquence, sera soumis à la juridiction des tribunaux compétents de **Créteil**, nonobstant toute demande incidente ou tout appel en garantie, ou en cas de pluralité de défendeurs, sauf application des dispositions de l'article D. 442-3 du Code de commerce sur la spécialisation des juridictions en matière de pratiques restrictives de concurrence. Cette clause d'attribution de compétence s'appliquera même en cas de référé. **Vestel France** disposera néanmoins de la faculté de saisir toute autre juridiction compétente, en particulier celle du siège social du **Client** ou celle du lieu de situation des produits livrés. Les effets de commerce ou acceptation de règlement ne feront ni novation, ni dérogation à la présente clause.

* * *